



L'ÉVÉNEMENT

Les syndicats enseignants prêts à la grève

PAULINE VERGE  @PaulineVerge

ALORS que la première génération d'élèves concernés par la réforme du lycée s'apprête à faire sa rentrée, pour les enseignants opposés à la réforme du lycée et du baccalauréat, la fin des vacances sonne la reprise de la mobilisation. À l'amer-tume de ceux qui ont perdu leur bras de fer sur la rétention des notes du bac au mois de juillet s'ajoutent des revendications salariales, mais aussi une inquiétude grandissante face aux réformes de la fonction publique et des retraites.

Des préavis de grève concernant l'ensemble du mois de septembre ont d'ores et déjà été déposés « au cas où », bien que rien ne soit encore fixé, explique Jean-Rémi Girard, secrétaire national du Syndicat national des lycées et collèges (Snalc) et professeur de français à Asnières. Les enseignants doivent encore se concerter localement sur leurs revendications et les forces qu'ils sont prêts à mettre dans cette mobilisation. « Tout dépendra de savoir si le ministre de l'Éducation nationale est prêt ou non à revenir

sur certains points de la réforme », détaille Frédérique Rolet, secrétaire générale du Syndicat national des enseignants de second degré (Snes), majoritaire dans le second degré, et pour qui il faut « reprendre entièrement la réforme du bac ».

« Si la simplification prévue par la réforme se transforme en complexification, on ne s'y retrouvera pas »

PHILIPPE VINCENT, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SNP DEN

Malgré ces tensions, Philippe Vincent, secrétaire général du Syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale (SNPDEN) s'apprête à aborder la rentrée sereinement dans le lycée d'Aix-en-Provence dont il est professeur : la grève, il « n'y croit pas ». « Il est possible qu'il y ait une résurgence du mouvement au mois de septembre, mais je ne pense pas qu'elle dure », déclare-t-il, estimant que les syndicats ont déjà « épuisé

leur capacité d'action, alors que le train de la réforme, lui, ne peut pas reculer ». S'il admet que certains points de la réforme méritent quelques réglages, il s'attend à ce que Jean-Michel Blanquer soit davantage ouvert au dialogue qu'au mois de juillet.

Comme pour prendre les devants, le ministre a convié l'ensemble des organisations syndicales à une prérentrée anticipée le lundi 26 août, cinq jours avant la reprise officielle des enseignants, qui attendent des précisions sur de nombreux points. À commencer par les modalités des épreuves de contrôle continu du baccalauréat censées se dérouler dès le deuxième trimestre au sein même des lycées pour les élèves de première. « En l'absence de sujets types à quelques semaines de la rentrée, on ne sait pas à quoi préparer les élèves », souligne Claire Guéville, professeur d'histoire-géographie à Dieppe et chargée du lycée pour le Snes. « Si la simplification prévue par la réforme se transforme en complexification, on ne s'y retrouvera pas, et ça, Jean-Michel Blanquer le sait », conclut Philippe Vincent. ■